



ATTAC

Attac est une association qui milite pour la justice fiscale, sociale et écologique, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Ses moyens d'action sont l'éducation populaire et la participation aux mouvements sociaux, y compris par la désobéissance civile non violente. Dans notre département, Attac compte 3 comités locaux à Annecy, Annemasse et Thonon-les-Bains, qui regroupent 130 adhérents au total.

Quel constat faites vous de la réalité vécue dans votre champs d'action habituel durant cette période inédite ?

Avant le confinement, nos actions portaient principalement sur la lutte contre les multinationales, les traités de libre-échange, la privatisation des services publics, la réforme des retraites et pour la défense du climat.

Ces actions supposent de pouvoir se rencontrer, organiser des conférences ou des projections de films suivies de débats, manifester dans l'espace public. Le confinement empêche bien évidemment ce travail. Nos réunions se font par visioconférence et nos actions se limitent aux réseaux sociaux ou à des banderoles « individuelles », vu notre éparpillement géographique dans le département.

Notre collectif est très attaché au programme du Conseil National de la Résistance. Pensez-vous que celui-ci, une fois actualisé, puisse ouvrir un chemin pour un autre avenir ?

La défense et la reconstruction des services publics, « la richesse de ceux qui ne sont rien » font partie de nos priorités : c'est à l'évidence un point de convergence entre Attac et CRHA.

Selon vous, quelles mesures seraient impératives pour que le jour d'après ne ressemble pas au jour d'avant ?

1- Répondre à l'urgence

- Répondre aux besoins humains, financiers et en matériels immédiats des hôpitaux et des soignants
- Respecter les libertés et droits démocratiques menacé.e.s par la loi d'état d'urgence, les projets de fichage, numérique ou non, les violences policières...
- Soutenir financièrement les travailleurs (salarié.e.s ou indépendant.e.s) en arrêt d'activité forcée, les migrants, les SDF...
- Ne soutenir que les entreprises réellement en difficulté en conditionnant les aides
- Mobiliser le pays pour la production des biens de base tels que la nourriture, les produits sanitaires, les communications, l'énergie... hors de toute spéculation

2 - Mener une révolution écologique et sociale

- Désarmer les marchés financiers : prêts directs aux états par la BCE pour financer des plans d'urgence, contrôle des capitaux, démantèlement des grandes banques, nationalisation des grandes entreprises en difficulté pour les réorienter vers des productions utiles et non dommageables à l'environnement

- Mettre fin à la doctrine mortifère de la concurrence « libre et non faussée », avec la suspension des traités de libre-échange en vigueur et l'arrêt des négociations sur les projets en cours.
- Préparer un plan de développement des services publics avec des moyens humains et financiers suffisants, créer des services nouveaux pour les personnes dépendantes (handicapées ou âgées), la petite enfance...
- Instaurer une fiscalité proportionnelle plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières, une véritable lutte contre l'évasion fiscale, une taxe exceptionnelle sur les grandes entreprises, spécialement celles qui profitent de la crise, et sur les hauts revenus
- Mettre en œuvre un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations et de répondre à la crise écologique ; instaurer une « taxe kilométrique » sur les marchandises pour favoriser les circuits courts
- Mener une révolution écologique et sociale s'appuyant sur la décroissance de la consommation matérielle et énergétique à l'échelle mondiale, et d'abord dans les pays riches.

Nous ne voulons pas d'un retour à leur normalité, la normalité néolibérale et productiviste est le problème.

Construisons ensemble

**– associations, syndicats, partis politiques, citoyen.ne.s -
le jour d'après !**

**Signez la pétition initiée par 16 associations et syndicats pour un
Jour d'Après écologique, féministe et social !**



<https://france.attac.org/se-mobiliser/que-faire-face-au-coronavirus/article/petition-plus-jamais-ca-signons-pour-le-jour-d-apres>

PLUS JAMAIS ÇA

CONSTRUISONS ENSEMBLE LE JOUR D'APRÈS



Pétition à l'initiative de : Action Non- Violente Cop21, Alternatiba, Amis de la Terre, Attac France, CCFD Terre Solidaire, CGT, Confédération paysanne, Convergence nationale des Services publics, Unef, Fondation Copernic, FSU, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Solidaires, 350.org



WANTED

Des mesures de justice fiscale pour financer les urgences sanitaires, sociales et écologiques!

Prélever une contribution exceptionnelle sur les patrimoines des 1% les plus riches, puis rénover l'ISF

Instaurer la taxation unitaire des multinationales pour lutter contre l'évasion fiscale

Rétablir la progressivité de l'imposition des revenus financiers

Supprimer les niches fiscales inutiles et les exonérations antiécologiques

Taxer l'ensemble des transactions financières



TOTAL : 128 MILLIARDS€ PAR AN

#LArgentEstLa